



Révision du Règlement Local de Publicité

Révision du Règlement Local de Publicité

Les orientations

Démarche et contenu

L'analyse des dispositifs publicitaires existants sur le territoire mentonnais, réalisé dans le cadre du diagnostic, a fait ressortir les grands axes sur lesquels appuyer la révision du RLP pour améliorer le cadre de vie de la commune.

Par ailleurs, le PADD du PLU approuvé prévoit, en orientation n°1, la protection du patrimoine bâti et naturel de la ville. L'orientation n°4 prévoit quant à elle la mise en valeur et le développement d'une économie locale.

Pour atteindre les objectifs fixés dans la délibération de prescription de la révision du règlement local de publicité ainsi que ceux du PADD du PLU, la commune a défini plusieurs orientations en matière de publicité extérieure.

Orientation n°1 : Réduire les nuisances visuelles et protéger la qualité du patrimoine naturel et bâti

Cette orientation vise à améliorer le cadre de vie et à préserver la qualité des paysages et des éléments patrimoniaux de la Ville qui constituent un moteur important de l'attractivité touristique de Menton. L'objectif est également d'assurer une meilleure visibilité des activités économiques de la commune.

- Améliorer l'intégration paysagère des dispositifs publicitaires en interdisant la publicité sur la voie ferrée et ses abords ainsi que sur les voies publiques et sur les espaces naturels.
- Améliorer la qualité des axes structurants du territoire :
 - » Moduler les formats publicitaires et leur densité.
 - » Veiller à l'entretien des panneaux publicitaires.
- Réglementer comme le règlement actuel les possibilités d'expression liées à l'organisation de manifestations ou pour de l'événementiel.
- Mieux encadrer les enseignes sur façade, posées et/ou scellées au sol afin d'améliorer la lisibilité des façades commerciales et l'identification des commerces.
- Permettre une meilleure visibilité des enseignes situées en partie inférieure du Port de Garavan.
- Prendre en compte l'architecture des bâtiments protégés au Plan Local d'Urbanisme.

Orientation n°2 : Ajuster le zonage du RLP approuvé en 1994

Cette orientation vise à créer un nouveau zonage adapté aux enjeux du territoire et cohérent avec le zonage du Plan Local d'Urbanisme approuvé.



- Etendre la ZPR1 sur sa limite Ouest à la place Ardoino afin d'harmoniser la réglementation sur l'ensemble de la rue piétonne.
- Créer une nouvelle ZPR pour la zone commerciale et industrielle du Haut-Carèi.
- Créer une zone spécifique au Port de Garavan, en partie inférieure de l'avenue Porte de France.
- Maintenir la protection des façades et des immeubles, tel que sur la route des Serres de la Madone, sur la Route de l'Annonciade, et sur la route de Castellar.

Orientation n°3 : Renforcer la lisibilité de la zone commerciale et artisanale du Haut-Carèi ainsi que de l'entrée de ville Est

La zone d'activités du Haut-Carèi constitue une vitrine de la commune du fait de sa position en entrée de ville et du trafic qu'elle attire. A travers cette orientation, la commune souhaite préserver cette entrée d'agglomération qui constitue un facteur déterminant de l'image qualitative de la ville. Il est donc primordial d'agir contre les phénomènes de concentration et surcharge des dispositifs d'affichages extérieurs qui accentuent la pollution visuelle et dégradent la perception des informations apportées par ces dispositifs.

- Limiter les dispositifs publicitaires grands formats en augmentant leur inter-distances.
- Limiter l'implantation des dispositifs publicitaires sur les murs clôtures.
- Limiter à 10 % les densités d'enseignes dans tout le secteur.
- Préserver l'impact des enseignes en limitant leurs surfaces selon le zonage.

Orientation n°4 : Adapter les dispositions du RLP en vigueur en fonction de la nouvelle réglementation

Le règlement local de publicité a pour but d'adapter à des conditions locales les règles nationales régissant la présence de la publicité, des préenseignes et des enseignes dans le cadre de vie.

- Réglementer la publicité lumineuse et numérique tout en veillant aux conditions d'éclairages et d'extinctions des dispositifs lumineux pour préserver l'environnement et lutter contre la pollution lumineuse nocturne.
- Interdire la publicité lumineuse par laser et par projection.

PADD : Projet d'aménagement et de développement durable

Les objectifs de la réforme

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 », a induit une **réforme importante** de la réglementation relative à la publicité extérieure, aux enseignes et préenseignes, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

Son objectif majeur est :

- de lutter contre les nuisances visuelles ;
- de réduire les consommations énergétiques ;
- de concilier la protection du cadre de vie des habitants et la volonté des acteurs économiques d'être le plus visible possible.

La nouvelle réglementation apporte un **cadre plus restrictif** à ces dispositifs tout en permettant le développement de nouveaux supports de publicité (ex : écrans numériques). Elle simplifie et clarifie par ailleurs leur régime d'autorisation et redéfinit les compétences en matière d'instruction et de police de l'affichage, entre l'Etat et les communes. Les prescriptions des RLP ne peuvent, à présent, pas être moins restrictives que la règle nationale.

Compte tenu des évolutions du contexte urbain et économique du territoire mentonnais et afin de répondre à l'actualisation du règlement par rapport aux évolutions législatives et réglementaires, par délibération du 12 avril 2018, le Conseil Municipal de Menton a prescrit la révision du RLP.

La révision du RLP

La réglementation nationale encadre le droit d'exprimer et de diffuser des informations et idées par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, dans l'objectif de limiter leur impact sur notre cadre de vie et de protéger les sites les plus sensibles. Cependant certaines de ces dispositions peuvent apparaître insuffisantes ou inadaptées aux spécificités locales d'un territoire.

Les objectifs généraux définis par la commune sont de :

- définir ou redéfinir des zones de publicité restreintes ;
- définir ou redéfinir les règles de densité ;
- définir ou redéfinir des règles relatives à la publicité lumineuse ;
- mettre en cohérence les zonages avec les zones de bâtiments protégés du PLU ;
- réduire les nuisances visuelles que peuvent

constituer certains équipements lorsque des entrées de ville, des quartiers ou des paysages remarquables sont en cause ;

- prendre en compte et respecter dans ce nouveau document global les orientations de la loi Grenelle ;
- créer, si nécessaire, une réglementation adaptée à des secteurs spécifiques comme le port, la zone d'activités du Haut-Carèi ;
- participer, tout en le respectant, à l'attractivité du bord de mer ;
- prendre en compte la réglementation du secteur sauvegardé.

La Municipalité mentonnaise exprime sa volonté de conserver l'effet protecteur du RLP de 1994 tout en permettant le **développement économique et touristique** de son territoire.

La Ville a fait de la **protection de son patrimoine**, tant bâti que naturel, un axe majeur de son projet d'aménagement et de développement durables lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme.

La qualité de l'intégration de la publicité extérieure est donc primordiale pour l'image de la Ville de Menton.

Ainsi, le RLP permet aux maires, soucieux de protéger le cadre de vie et de réduire la pollution visuelle, d'adapter la réglementation nationale aux spécificités de leur territoire. Il leur permet de prendre les compétences de la police de la publicité et donc de s'assurer de la bonne application de leur projet.

Une construction en 2 grandes phases

1) Le rapport de présentation

De manière transversale, il expose un diagnostic issu de l'analyse du contexte urbain, économique, touristique, patrimonial et paysager. Il est accompagné d'un diagnostic des dispositifs publicitaires existants. Le document permet alors de dégager les enjeux, d'énoncer les objectifs de la commune et les orientations. Enfin, il explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.

2) La traduction réglementaire

Le dispositif réglementaire du RLP comprend des dispositions graphiques (plan de zonage) et des dispositions écrites (le règlement). Le règlement contient l'ensemble des dispositions écrites applicables aux différentes zones qui ont été délimitées sur le plan de zonage.



l'RLP : Règlement Local de Publicité

- 24/08/2020 16:21:33